

INTERVIEW ACCORDÉE PAR M. FRANÇOIS MITTERRAND, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, AU JOURNAL "STERN", SUR LES RELATIONS FRANCO-ALLEMANDES, L'ENTRÉE DES MINISTRES COMMUNISTES AU GOUVERNEMENT, LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE ET LES NATIONALISATIONS, PARIS, PALAIS DE L'ÉLYSÉE, JEUDI 9 JUILLET 1981.

9 JULY 1981 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

QUESTION.- Monsieur le Président de la République, dimanche prochain vous vous rendez à Bonn pour participer, pour la première fois, à une consultation franco - allemande. Avant votre élection, vous avez bien souligné qu'il ne saurait plus être question d'un axe Paris - Bonn.

- LE PRESIDENT.- Tout le monde en France me dit maintenant qu'il n'y a jamais eu d'axe Paris - Bonn mais une amitié privilégiée. Une amitié privilégiée ? Je suis pour.

- QUESTION.- Vous pensez à une amitié entre deux hommes politiques ?

- LE PRESIDENT.- Non. Entre deux pays, oui. Et s'il s'y ajoute des relations personnelles de bonne qualité entre les dirigeants c'est encore mieux. J'espère qu'il en sera ainsi dans l'avenir comme ce fut le cas dans le passé entre les dirigeants allemands et français. La grande affaire de l'après-guerre en Europe c'est la réconciliation franco - allemande. Que nous ayons réussi à surmonter nos antagonismes a constitué un facteur majeur dans la construction de la Communauté `CEE`. Cette donnée fondamentale inspirera la politique que j'entends mener. J'ai participé en 1947 au premier congrès européen de l'histoire à La Haye. Je demeure fidèle à cet engagement. Il n'est pas nécessaire de parler d'un axe Paris - Bonn pour exprimer cela.

- QUESTION.- Lors du récent sommet européen, il n'y a pas eu de traditionnel tête à tête franco - allemand. C'est Mme Thatcher que vous avez invitée au petit déjeuner ...

- LE PRESIDENT.- Peu après mon élection j'ai reçu le Chancelier Schmidt, fin mai, à Paris, à son retour de Washington et nous avons longuement, utilement parlé. J'irai à Bonn les 12 et 13 juillet pour le sommet franco - allemand. Nous nous reverrons souvent dans les semaines et mois prochains et, je l'espère, souvent en tête à tête. Par contre je ne connaissais pas Mme Thatcher. Quand elle a exprimé le souhait de me rencontrer à Luxembourg, j'ai tout de suite accepté. D'où le petit déjeuner. L'amitié franco - allemande n'est pas à la merci d'une tasse de thé !

- QUESTION.- Dans la gauche française on trouve encore des sentiments anti-allemands. Certains membres de votre parti `PS` voient dans la République fédérale un Etat policier. Partagez-vous cette vue ?

- LE PRESIDENT.- N'exagérons rien. Les socialistes français ont beaucoup de respect pour les démocrates - notamment sociaux-démocrates - qui ont fait et qui font de l'Allemagne ce qu'elle est aujourd'hui. Certes il m'est arrivé, naguère, de désapprouver les mesures discriminatoires prises en Allemagne fédérale dans la fonction publique. Est-ce cela que vous voulez dire ? Je m'en suis expliqué depuis et croyez que je n'ignore rien des conditions historiques propres à la naissance et à la sécurité de votre Etat.\

QUESTION.- En République fédérale, la peur des communistes est toujours grande. Vous, vous les prenez même au gouvernement, bien que votre propre parti, le Parti socialiste, ait la majorité absolue à l'Assemblée nationale. Considérez-vous les quatre ministres du PC `PCF` comme les garants de la paix sociale ?

- LE PRESIDENT.- Je répèterai ici ce que j'ai dit à mes compatriotes : "Face aux problèmes que nous pose la crise j'ai besoin de tous les Français". Le fait que les socialistes disposent de la majorité absolue à l'Assemblée nationale montre précisément qu'en élargissant plus encore la majorité parlementaire j'ai cherché à rassembler ceux que depuis quinze ans j'appelle à réaliser l'union des forces populaires. L'essentiel était pour moi que ce rassemblement se fasse sur la ligne politique que j'avais moi-même tracée. La paix sociale est un élément nécessaire au redressement national. Mais elle tient plus au formidable élan que la France connaît depuis le 10 mai qu'aux décisions d'un parti.

- QUESTION.- Dans l'accord gouvernemental, le PC promet "une solidarité sans faille" jusque dans les entreprises. Penseriez-vous exclure du gouvernement les ministres communistes au cas où la CGT,

dirigée par les communistes, se mettrait à attiser les conflits sociaux ?

- LE PRESIDENT.- J'exclurai qui s'exclura, c'est-à-dire quiconque manquera aux choix politiques qui m'engagent. Cela vaut pour tous les ministres, quels qu'ils soient.

- QUESTION.- En signant l'accord gouvernemental avec les socialistes, le PC s'est-il, à votre avis, éloigné de Moscou et converti à une ligne euro-communiste ? Les dirigeants du PC vous semblent-ils vraiment crédibles lorsqu'ils souscrivent subitement à la demande du retrait des troupes soviétiques de l'Afghanistan et d'une non ingérence en Pologne ?

- LE PRESIDENT.- Je ne soupèse pas les intentions. Ce qui m'intéresse ce sont les actes. Le gouvernement français condamne l'agression soviétique en Afghanistan comme il condamnerait toute ingérence étrangère en Pologne. C'est tout.

- QUESTION.- Y a-t-il des questions que vous éviteriez de traiter en présence des ministres communistes, comme les questions de défense `défense nationale` ?

- LE PRESIDENT.- Je ne réponds pas à ce genre de question. Moi, je respecte les gens. Et je pense qu'il est assez choquant qu'elle me soit posée par un journal étranger.\

QUESTION.- Les relations franco - américaines ont-elles retrouvé leur sérénité depuis que le Département d'Etat a déclaré qu'elles auraient été affectées par la nomination de ministres communistes `PCF` ?

- LE PRESIDENT.- J'agis pour la France, au nom de la France et selon l'idée que j'ai de ses intérêts. Je comprends que les Américains s'interrogent et je ne leur reproche pas. Mais je veux qu'on laisse les Français régler eux-mêmes leurs propres affaires. La France est et sera un allié loyal. Qu'on la juge à ses actes, ce sera le barème sur lequel je jugerai les autres.

- QUESTION.- Le recul important du PC lors des dernières élections confirme-t-il, à votre avis, l'affirmation du président Reagan, qui prétend que l'on assiste actuellement à l'agonie du communisme dans le monde ?

- LE PRESIDENT.- Je crois que les revers du PC en France tiennent au contexte français. J'ajoute que le communisme se nourrit pour une large part des erreurs de jugement et des fautes politiques de l'Occident. Moins celui-ci en commettra, à l'égard des travailleurs comme à l'égard du Tiers-monde, et plus s'accélèrera le déclin du communisme international.

- QUESTION.- Le modèle communiste, n'a-t-il pas, d'une façon générale, perdu beaucoup de son attraction ?

- LE PRESIDENT.- Par son intervention en Afghanistan, l'Union soviétique a pris, pour la première fois, le risque d'une opération expansionniste de caractère colonial contre un pays du Tiers-monde, islamique de surcroît, contredisant ainsi plus de soixante ans d'une démarche qui tendait à laisser croire qu'elle était le défenseur naturel de ces peuples. Et cet événement est arrivé à un moment où les schémas léninistes étaient un peu partout remis en question. Cela dit n'oubliez jamais que l'Union soviétique est une grande nation et les Russes un grand peuple. Mieux vaut éviter certaines confusions.

- QUESTION.- Pensez-vous que le triomphe de la gauche en France donnera l'exemple à d'autres pays occidentaux, ou bien la France ne fait-elle que suivre une évolution accomplie depuis longtemps chez certains de ses voisins ?

- LE PRESIDENT.- Le succès du socialisme français est plus tardif que celui de la social-démocratie dans les pays scandinaves ou en Allemagne `RFA`, que le travaillisme en Grande-Bretagne, on le sait. Il peut ainsi bénéficier des expériences faites par les autres, en prendre la mesure, observer ce sur quoi ces expériences ont souvent échoué. Il leur doit donc beaucoup. Mais le socialisme français, après sa victoire de 1981, servira certainement d'exemple à son tour dans de nombreux pays d'Europe. Le mouvement des idées est contagieux : toute l'histoire du siècle dernier le montre.\

QUESTION.- Les nationalisations que vous comptez mettre en oeuvre, ne sont-elles pas plutôt un simple symbole idéologique ? Quels avantages économiques pensez-vous en retirer concrètement ?

- LE PRESIDENT.- Nous croyons tout simplement, idéologie ou pas, qu'il convient de nationaliser les entreprises qui sont devenues des monopoles, qui ont tué la concurrence dans des secteurs-clés de l'économie ou qui produisent des biens nécessaires à la vie et à la sécurité du pays. Le général de Gaulle a nationalisé en 1945 les grandes banques et compagnies d'assurances, le gaz, l'électricité, les charbonnages, Renault, etc... Ce n'était pas un idéologue socialiste ! Aujourd'hui nous constatons que ce sont les entreprises nationales qui entraînent notre économie, qui investissent, qui exportent, qui

ce sont les entreprises nationales qui entraînent notre économie, qui investissent, qui exportent, qui sont le fer de lance de l'industrie. Nous avons donc des raisons très pratiques de nationaliser, d'autant plus qu'un vaste secteur public nous permettra, dans le cadre de la planification, de mieux structurer et de moderniser notre industrie, de reconquérir plus sûrement notre marché intérieur. Nous avons pour cela prévu la nationalisation des banques et de onze groupes industriels. Cela représentera 17 % de notre production au lieu des 12 % actuels. Notre problème est maintenant de nationaliser sans bureaucratiser. Nous allons soumettre au Parlement français un projet qui ira dans ce sens.

- QUESTION.- N'allez-vous pas nationaliser dans certains cas, les canards boiteux, je pense à l'industrie sidérurgique par exemple ?

- LE PRESIDENT.- C'est ce à quoi nous sommes exposés si nous n'allons pas vite. Il est certain que les entreprises privées de la sidérurgie allaient ruiner cette industrie en France. Mais l'armement, la chimie, la banque, l'ordinateur ne sont pas des canards boiteux. C'est le système capitaliste qui socialise les pertes et privatise les profits ! On l'a bien vu depuis trente ans.

- QUESTION.- Cela veut dire que les nationalisations seront faites le plus vite possible ?

- LE PRESIDENT.- Cet automne.

- QUESTION.- Qu'advient-il des filiales de ces groupes et des entreprises contrôlées par les banques ?

- LE PRESIDENT.- Les banques se sont, en effet emparées de vastes secteurs industriels que nous n'avons ni l'envie ni l'intention de nationaliser. C'est d'ailleurs significatif que le capitalisme bancaire ait à ce point absorbé le capitalisme industriel. La concentration du grand capital est le contraire du libéralisme. Nous traiterons cas par cas et rendrons au secteur privé tout ce qui ne correspond pas aux critères que nous avons retenus.

- QUESTION.- Que prévoyez-vous pour les participations étrangères aux sociétés nationalisées, par exemple les 58 % de participation de Hoechst au groupe pharmaceutique Roussel - Uclaf ?

- LE PRESIDENT.- On n'a pas l'intention de spolier qui que ce soit. Les étrangers seront indemnisés comme les Français. Plus encore le Gouvernement veillera certainement à ménager les investissements étrangers en France. L'affaire Roussel - Uclaf a ceci de singulier que ceux qui nous reprochaient en 1974 de vouloir nationaliser ce groupe l'ont, depuis lors, internationalisé !

QUESTION.- Au sommet de Luxembourg, vous avez suggéré aux autres membres de la Communauté `CEE` de mettre en place un "espace social européen". Comment se présentera-t-il ?

- LE PRESIDENT.- Je ne m'en suis pas tenu là, j'ai fait quatre propositions. J'entends par espace social européen, une unification progressive des mesures sociales allant dans le sens de la législation nationale la plus favorisée et d'une harmonisation dans la lutte contre le chômage. Mais j'ai proposé aussi un plan d'investissement industriel sur la base d'emprunts conjoints lancés sur le marché international et j'ai suggéré que ces sommes soient affectées en priorité à la recherche et aux industries de pointe, informatique, télécommunications, économies d'énergie, etc... Enfin, j'ai demandé que commencent les négociations sur la réduction du temps de travail. Il s'agit d'un plan réaliste et je pense qu'il entrera fatalement dans les faits.

- QUESTION.- S'agissant de la réduction du temps de travail, Helmut Schmidt et, dans une plus large mesure, Mme Thatcher sont plus réticents. Est-il économiquement possible que la France soit la seule à adopter la semaine de 35 heures et l'abaissement de l'âge de la retraite ?

- LE PRESIDENT.- Les coûts salariaux français sont nettement inférieurs aux coûts salariaux allemands. Cela dit la réduction du temps de travail s'inscrit dans la perspective d'une politique de croissance génératrice d'une plus grande production et d'une meilleure productivité. Cette politique est incompatible avec la démarche récessionniste de nos prédécesseurs et des tenants des thèses monétaristes.

- QUESTION.- M. Schmidt a plutôt comme première préoccupation la lutte contre l'inflation.

- LE PRESIDENT.- Chacun a sa priorité. Les Allemands sont libres, en Allemagne, de faire la politique qu'ils veulent. Cela m'étonnerait qu'un social-démocrate soit contre l'espace social européen. Il n'est pas normal qu'on parle de l'Europe, des grandes affaires de l'Europe, de l'Airbus `avion`, d'Ariane `lanceur spatial` `fusée`, et qu'on ne puisse pas parler d'une Europe des travailleurs. Je suis bien tranquille qu'on y arrivera.

- QUESTION.- La France sera-t-elle prête à accroître sa contribution communautaire à l'avenir ?

- LE PRESIDENT.- On ne dit pas qu'on veut une Europe sociale pour la faire payer par les autres. Vous avez une drôle d'idée des Français.\

QUESTION.- Les chefs de gouvernement à Luxembourg ont exprimé leur inquiétude devant la présence continue des troupes soviétiques en Afghanistan. A votre avis, que devront faire les pays occidentaux et que fera la France au cas où les Soviétiques envahiraient la Pologne ?

- LE PRESIDENT.- J'ai dit ce que je pensais de l'Afghanistan. Pour la Pologne n'oublions pas que ce sont les Polonais et les syndicats indépendants qui font face aux risques, pas nous. Ne nous substituons pas à eux et gardons-nous d'une ingérence qui serait aussitôt exploitée. Enfin n'agissons pas, et même ne parlons pas, comme si l'armée russe était déjà intervenue.

- QUESTION.- Ne vaudrait-il pas mieux laisser entrevoir aux Soviétiques les conséquences d'un tel acte ?

- LE PRESIDENT.- L'URSS doit savoir qu'elle gèlerait toute chance de négociation sur la détente, le désarmement, la sécurité collective. La paix n'a pas besoin de cela.\

QUESTION.- Récemment, vous avez affirmé votre volonté de combattre le neutralisme. A cet égard, êtes-vous préoccupé par le mouvement pacifique qui se manifeste en République fédérale, notamment à l'encontre de l'installation des fusées américaines à moyenne portée, les Pershing II ?

- LE PRESIDENT.- L'Allemagne est un pays qui n'a pas le droit de posséder l'arme nucléaire et qui devient en même temps le champ de bataille des autres. Cela permet de comprendre le sentiment des populations. Si je condamne le neutralisme c'est que je crois que la paix est liée à l'équilibre des forces dans le monde. L'installation des SS 20 et des Backfire soviétiques rompt cet équilibre en Europe. Je ne l'accepte pas et j'admets qu'il faille armer pour retrouver le point d'équilibre. A partir de là il faudra négocier. Je redoute ces deux faiblesses : celle du neutralisme et celle des pousser-au-crime.

- QUESTION.- Les Américains disent qu'il y a déséquilibre mondial au bénéfice des Soviétiques.

- LE PRESIDENT.- J'aimerais connaître de façon précise l'état des forces dans les deux camps et je m'attacherai à cette étude. Je crois cependant et je l'ai déjà dit, qu'il existe une suprématie de l'URSS en Europe et j'y vois un réel danger. Mais les USA ont les moyens de rétablir le rapport de force. Et la France n'hésitera pas à compléter son armement de dissuasion.

- QUESTION.- Lors de la récente visite de Willy Brandt à Moscou, les Soviétiques ont parlé seulement de suspendre le déploiement des SS 20 mais non pas de les retirer.

- LE PRESIDENT.- C'est un début de discussion. Les Soviétiques pratiquent dans cette affaire le repli élastique. Ils ont déjà corrigé leur position initiale. C'est un jeu serré qui suppose que soit éliminée toute faiblesse, qu'on sache s'armer quand il le faut et négocier quand il le faut.

- QUESTION.- Estimez-vous opportunes les livraisons que les Etats-Unis ont promises à la République populaire de Chine ?

- LE PRESIDENT.- Tout dépend de leur nature. La France, quant à elle, serait extrêmement prudente sur ce point.\

QUESTION.- Le nouveau Gouvernement français a aussi annoncé qu'il ne voulait plus intervenir militairement en Afrique, comme l'a fait l'ancien Gouvernement.

- LE PRESIDENT.- Votre question est ambiguë. Nous ne voulons pas en effet intervenir à la façon de l'ancien Gouvernement, façon souvent très critiquable, mais nous entendons respecter en Afrique les engagements de la France. Nous sommes déjà intervenus pour sauver des populations, 1000 à 1500 personnes impliquées dans un conflit à la frontière du Cameroun et du Gabon, avec l'accord, il est vrai, des deux gouvernements. Nous serons présents en Afrique et ne laisserons à personne le soin de substituer à nous dans le rôle qui nous est reconnu par nos amis africains. Quiconque voudra notre alliance et notre aide l'aura selon les termes dont nous serons convenus. Mais nous ne confondons pas cette action avec une ingérence dans les affaires intérieures des pays africains.

- QUESTION.- Voyez-vous des moyens autres que militaires d'aider les jeunes Etats africains à protéger leur souveraineté ?

- LE PRESIDENT.- Bien entendu. La coopération n'est pas un vain mot. Une grande politique nord-sud servirait la paix mieux que l'envoi d'un commando. La querelle naît le plus souvent de la misère et de l'incertitude du présent.

- QUESTION.- Voilà six semaines que vous avez pris vos fonctions. Vous avez accepté d'assumer une lourde responsabilité dans une période de crise. Avez-vous découvert certains aspects du pouvoir qui

sont différents de ce que vous attendiez ? Vous arrive-t-il parfois de préférer reprendre la plume plutôt que d'exercer les fonctions de Président de la République ?

- LE PRESIDENT.- J'étais candidat pour être élu. Je le suis. J'exercerai pleinement mes fonctions de Président de la République. Pas fâché de laisser aux autres le soin d'écrire l'histoire que j'aurai faite.\